

BRESIL ET GUYANE



UN PONT SUR L'OR

Jeté sur le fleuve frontalier, l'ouvrage reliera Saint-Georges, bourg endormi de la Guyane française à l'effervescente Oiapoque, une ville brésilienne peuplée d'orpailleurs et d'émigrants.

15 MARS 2011
PHOTOS: CC REPORTER DO FUTURO
TEXTE: MICHEL SAMSON

C'est un pont, le premier sur l'Oyapock, la frontière fluviale entre la France et le Brésil, qui devrait être inauguré, un jour prochain, par les présidents Nicolas Sarkozy et Dilma Rousseff. Ce pont enjambera le fleuve long de 370 kilomètres, haché par cinquante sauts, qui traverse le long tunnel de la forêt guyanaise avant d'atteindre Oiapoque la Brésilienne, halte ultime des chercheurs d'or brésiliens qui y trouvent passeurs, bières, machettes, sacs en plastique et le toutim indispensable à la survie clandestine en forêt française.

Dans leurs cahutes immaculées installées sur le pont, les employés de la Police de l'air et des frontières (PAF) et les douaniers du Poste d'inspection frontalier (PIF) seront nombreux pour contrôler les quelques camions et les rares porteurs de visas qui se présenteront. Les clandestins, orpailleurs et autres sans-papiers, passeront, eux, toujours par le fleuve. De jour comme de nuit... Il faut souligner la remarquable inutilité concrète du pont sur l'Oyapock. Malgré les 54 millions de reais (23 millions d'euros) qu'il aura coûtés, il reliera deux culs-de-sac notoires : la Guyane, comptoir français ne produisant rien d'exportable vers le Brésil ; et l'Amapá qui n'est pas lié par route au reste de son pays, et dont la seule ville d'importance, Macapá, est à plus de 500 km d'Oiapoque et du fleuve. En saison sèche, il faut au moins douze heures et un dos solide pour parcourir cette transamazonienne de latérite et de trous.

Le pont reliera donc d'abord, et pour longtemps, Saint-Georges-de-l'Oyapock, bourg endormi du sud guyanais, et Oiapoque, effervescente ville de faroeste brésilien, née de ces ruées vers l'or qui marquent périodiquement les confins amazoniens. Le bourg de Saint-Georges, aux rues perpendiculaires, est rassemblé autour de son église de bois dont le chœur est orné d'une magnifique peinture représentant un Christ en croix dans la forêt tropicale. Saint-Georges somnole le matin, s'anime à la sortie des écoles, se rendort et vivote entre 5 et 8 heures du soir. Les deux hôtels du village comptent vingt-quatre chambres. Un temps, il y eut un gîte où accrocher son hamac.

Prestations sociales

Sur la grand-place qui ouvre sur le fleuve, les désœuvrés du bourg boivent des bières jusqu'à plus soif devant le Chinois, le bazar épicerie commun à tous les villages guyanais : ils ont le visage, la voix et les mots de ceux qui remâchent leur quotidienne routine dans la mousse. Ils côtoient quelques Amérindiens descendus de leurs écarts lointains pour percevoir leurs allocations familiales et qui consomment autant qu'eux. Seul établissement bancaire du lieu, la Poste distribue 600 000 euros de prestations sociales dans la première semaine de chaque mois : ce sont les jours les plus animés à Saint-Georges. Pourtant, hormis le Chinois et le 8 à 8, il y a peu d'endroits où dépenser ses sous. Le bourg compte quatre restaurants bars, dont le plus

célèbre, Chez Modestine, antique fleuron de la grand-place, est, avec ses dix salariés, le plus gros employeur privé du coin. On y croise des hommes de la PAF, omniprésents et mal-aimés, des militaires et des enseignants métropolitains qui y ont leur rond de serviette. Il y a encore trois ou quatre boutiques et un petit marché de poissons et de légumes, dont les quelques étals sont tenus par des commerçants brésiliens. Une scierie, un plombier, deux électriciens, deux transporteurs fluviaux, une boutique internet...

Francine Lopez, adjointe au maire, tenait la papeterie du bourg qui vient de fermer. Elle fait office de transitaire pour les quelques tonnes de manioc, les rares vêtements ou bijoux qui traversent le fleuve-frontière chaque mois et sont inspectés par les douaniers dont le poste re garde placidement le fleuve depuis plus d'un siècle. *«Mais cela n'enrichit pas Saint-Georges, nous n'en avons aucune retombée»*, dit l'amère madame Lopez.

Un peu à l'écart, installés dans le très mal nommé quartier Espérance depuis trente ans, les Amérindiens *Palikur* vivent de leurs abattis dans la forêt où ils cultivent le manioc pour en tirer le couac, cette farine jaune et craquante qu'en Amazonie on mange littéralement à toutes les sauces. Leur chef coutumier, qu'en Guyane on appelle *«capitaine»*, et que le Conseil général rémunère un peu pour exercer sa fonction de médiation quotidienne, est un homme placide de 49 ans, Roger Labonté. Arrivé du Brésil riverain avec sa famille et son groupe d'Amérindiens à l'âge de 3 mois, il exerce le métier de guide et de piroguier pour la Légion étrangère chargée, dans ces parages, de la surveillance de la frontière.

Roger Labonté, dont le père était déjà capitaine, n'a pas la colère facile. De sa voix posée, il déplore que les 172 familles qu'il représente manquent encore et toujours de terre : *«Nous, Amérindiens, ne demandons pas grand- chose : juste de quoi cultiver le manioc, pêcher. Mais nous n'avons pas assez de terres. Et nos jeunes, quand ils se marient, n'ont même pas de quoi s'installer.»* Labonté a appris de son père la patience. Car ce manque de terre était déjà signalé dans les années 70 par l'ethnologue Pierre Grenand alors que les Palikur étaient deux fois moins nombreux. Et le capitaine n'élève pas plus la voix quand il dit sa désolation que les dizaines de ses cousins Palikur, arrivés du Brésil depuis vingt ans, attendent encore des permis de séjour. *«Des permis de six mois, au moins, plaide Labonté, c'est pas une vie pour eux, avec la PAF et les lois, ils n'osent même pas aller au marché.»*

Les statistiques annoncent pour Saint-Georges 109 bovins, 500 chômeurs, 321 rmistes, quelques agriculteurs - les Amérindiens et un métropolitain éleveur de bétail - et une poignée de commerçants : quels autres pour faire le compte des 3 692 habitants recensés ? Les nombreux Brésiliens massés dans une rangée de maisons sur pilotis le long du fleuve en aval du bourg qui pêchent ou qui travaillent au noir. Et puis des employés municipaux ou du Conseil général, des enseignants des deux écoles communales, du collège de 500 élèves, et de la maternelle : 60 % des salariés dépendent de la fonction publique. Comme, bien sûr, les policiers de la PAF, les gendarmes, les employés des douanes, les militaires de la Légion. Les subsides distribués par la Poste et les salaires de la fonction publique quittent très vite Saint-Georges. Ils alimentent les comptes bancaires des fonctionnaires, payés 40 % de plus qu'en métropole ; et la rive d'en face, où le taux de change real-euro permet, à des prix défiant toute concurrence, de fructueux achats quotidiens ou durables, comme le rhum, les filles, le bois de construction ou les pirogues.

De Saint-Georges, les piroguiers remontent les deux méandres qui conduisent du village français endormi à la ville champignon de la rive droite. Ils passent entre les quatre piliers de béton du pont en construction et posent leur canot sur le débarcadère d'Oiapoque, une petite rampe de ciment sur laquelle est apposée cet excellent conseil : *«Le sida n'a pas de frontières, utilisez le préservatif.»*

Tennis, cigarettes, hamacs...

Quelques marches, voilà le quai. Et c'est le choc Oiapoque ! L'effervescence, une ville bouillonnante, des rues en terre rouge, un quai qui aligne boutiques, gargotes, bureaux de change, marchands de cigarettes, bouchers. Deux galeries commerciales où tout se vend : tennis de marque, tee-shirts, montres, cigarettes, hamacs, et qui emmènent dans un grand brouhaha jusqu'au Feira de agricultur familiar, marché coloré de citrons verts, de sacs de manioc, de bananes, de tangelos, de légumes qu'ont apportés Amérindiens et autres paysans d'alentour.

Un tumulte de paroles, de moteurs, de motos, des dizaines de gens jeunes, bruyants, actifs, en short et tongs, torse nus, qui vous proposent de *«changer l'argent, changer l'argent !»* Saut brutal dans la marmite poussiéreuse du faroeste que constituent les marches de l'Amazonie. Bruns, petits, habillés à la-comme-j'te vêts, les Oiapoquense circulent sur des motos aux carbus protégés par des grilles anti-pierres, conduisent des camions rebondissant sur les cahots, poussent des carrioles dans ces rues qui se croisent à angle droit et grimpent sur les collines rongées par cette cité érigée à la va-vite. Trouées de nids de poules, ces pistes-rues sont parfois recouvertes d'un reste de goudron rapiécé.

Cet urbanisme de l'urgence s'est construit autour de dizaines de *drogarias*, vendant presque tout aux *garimperos* se préparant à partir clandestinement et aux yeux de tous, orpailler dans la Guyane d'en face : pompes à eau et casseroles, paquets de *calabrese* sous vide - universelles saucisses industrielles de la ville et de la forêt -, packs de bière, cordes, outils, café et

bottes : tout se cogne, tout se négocie, tout se montre. Aux boutiques en dur, à l'historique magasin Jumaq dont l'installation accompagna la première ruée des années 90, s'ajoutent les étals plus ou moins provisoires destinés à la consommation courante. Certains sont mobiles, tricycles améliorés à bras ou à pédales, que le commerçant pousse le soir jusqu'à son pauvre chez lui. Et partout, des cantines, *lançonnettes* à 5 reais où officie une cuisinière boudinée, bonnet de plastique sur la tête, qui propose invariablement viande de bœuf ou de poulet, bouillie ou frite, sur l'inévitable potée : riz, haricots rouges, macaronis, couac... Le soir, ces gens de peu viennent manger et boire, bière, *caipirinha* et soda sur la place centrale en réfection, chantier que le changement récent de gouverneur a encore interrompu : un stade de foot en sable où slaloment des gamins rêvant d'exploits télévisés.

Soutiens-gorge pigeonnants

Dans les guinguettes joyeuses et bruyantes qui l'entourent, tout Oiapoque se croise : enfants et parents, adolescents, soldats en civil et jeunes prostituées, touristes de voisinage, mangeant des *churrasquinhos*, les populaires brochettes, et des glaces dans un mix bordélique de chansons brésiliennes diffusées le plus fort possible par des vidéoprojecteurs concurrents. Dans ce joyeux désordre, il faut observer de près les manèges pour distinguer les jeunes filles dont le métier est de balayer la terrasse et de servir les bières de celles dont l'objectif consiste à emmener les hommes dans les *pousadas* de passes quelques centaines de mètres plus loin : même ventres charnus à l'air, mêmes soutiens-gorge pigeonnants, même sensualité à fleur de peau, même sourires avenants.

Le dimanche, jour du seigneur honoré par des temples d'obédiences énigmatiques, comme celui des Adventistes du 7^e jour ou de l'Evangile quadrangulaire, les hommes boivent encore des bières en regardant un match à la télé posée dehors. Les femmes papotent devant leurs bicoques ou leurs boutiques roses, vertes ou bleues. Tandis que les enfants font voler les cerfs-volants bicolores qu'ils ont fabriqués avec deux morceaux de bois et deux sacs plastique en déjouant les pièges des fils électriques officiels, officieux ou sauvages qui strient le ciel. Ainsi va Oiapoque, un choc d'humanité active, jeune, mal fagotée, commerçante et industrielle, bavarde et assez roublarde avec le *gringo* en même temps qu'hospitalière et chaleureuse.

Humberto Baía est probablement l'homme qui connaît le mieux cet Oiapoque de mauvaise réputation. Ce quadra râblé - qui parle, avec un puissant accent portugais, un français rempli d'expressions argotiques - est directeur de communication à la mairie le matin et correspondant de TV Globo le reste du temps. Il connaît le ban et l'arrière-ban de sa ville qu'il parcourt sur sa vieille moto, en quête du scoop qu'il enverra, de son studio planté à la périphérie, aux responsables régionaux et nationaux de TV Globo qu'il rencontre parfois à Manaüs ou à Macapá. Fier de sa nouvelle caméra numérique qu'il brandit à la moindre occasion, il est complètement intoxiqué de télévision. Il en a trois dans sa maisonnette de bois de deux pièces qui touche la forêt.

Ce francophone francophile, qui a déchargé des chalutiers à Marseille, a travaillé un peu partout en Guyane qu'il avait, comme tout le monde, ralliée clandestinement par pirogue et à pied. En l'absence du maire, commerçant ayant fait fortune dans l'orpaillage, il traduit ce qu'explique le D^r Celso de Deüs, haut fonctionnaire chargé du budget à la mairie. Cheveux gris, œil matois d'un chrétien-démocrate italien dix fois réélu, le docteur raconte sa ville : «*A partir des années 1985-1987, la ville a explosé. De village, nous sommes passés, en 1991, à 19 000 habitants. Pourtant issu du recensement, le chiffre était sous-estimé. Là, nous sommes officiellement 30 000, mais c'est largement au-delà.*»

«On achète de l'or»

Le D^r Celso de Deüs explique de quoi vivent ses administrés, arrivés hier ou il y a dix ans de Belém, de Macapá ou de Santarém. Un tiers seraient dans les services publics : fonctionnaires de l'Etat d'Amapá ou de l'Etat fédéral, enseignants, policiers, soldats, employés municipaux embauchés à la va-vite - et votant, bien sûr, comme le maire le leur demande. Vingt pour cent sont dans ce qu'il appelle les services : commerçants, dentistes vantant leur haute compétence sur leur devanture, artisans, charpentiers, laveuses de vêtements ; salariés ou propriétaires des dix hôtels restaurants, et des cinquante *pousadas*, ces auberges pour pauvres, dont vingt sont très sales, et trente plus que pourries. Les autres vivent de la pêche ou de l'agriculture.

Le docteur de Deüs ne s'attarde pas sur une vingtaine de boutiques qu'il doit d'autant mieux connaître qu'elles appartiennent à une poignée de propriétaires qu'on compte sur les doigts d'une seule main : celles qui achètent de l'or. Discrètes, presque toutes installées sur le quai, elles se reconnaissent à leur enseigne : *Compra-se ouro*, «on achète de l'or». Barrées de grilles qu'on déverrouille devant le client, elles abritent un four à haute température et des balances de précision qui font face au sofa de skaï sur lequel le vendeur attend d'être payé. Ces boutiques sans grâce, ont fait la fortune de la ville.

L'étrangeté de la situation est qu'au Brésil, l'Etat a le monopole de l'extraction et de la commercialisation de l'or et qu'il n'y a aucune mine d'or recensée à Oiapoque et dans ses immenses alentours forestiers. Pourtant, comme l'a révélé le journaliste Laurent Marot de RFO, cinq comptoirs d'or sont officiellement enregistrés ici et commercialisent le précieux métal. C'est évidemment une partie de l'or extrait illégalement de la Guyane frontalière, et plus précisément des rivières affluentes du fleuve.

Cet or est ensuite déclaré comme «produit à Oiapoque» à la Receita Federal (Trésor public et douane au Brésil), qui prélève une taxe fédérale de 1 %. Et devient ainsi légal. Entre 2003 et 2009, 6,8 tonnes d'or au moins ont été enregistrés à la Receita Federal d'Oiapoque. La Receita, qui confirme les propos du journaliste français, réinjecte donc le plus légalement du monde dans les circuits économiques brésiliens l'or volé chez le voisin.

Directement ou indirectement, ces quelques établissements font donc vivre la moitié de la population de la commune. Le récent procès de commerçants de Saint-Elie, village fantôme de Guyane et haut lieu d'orpaillage, a même révélé qu'un des inculpés brésiliens, coutumier de l'exportation discrète de l'or, était propriétaire du plus grand hôtel d'Oiapoque, le Paris, à l'enseigne bleu, blanc et rouge : l'homme a préféré éviter le passage au palais de justice de Cayenne où il a été condamné par défaut pour orpaillage clandestin.

En quête d'emplois qualifiés

La ville vit du tas d'or guyanais, mais cela ne signifie pas que les orpailleurs roulent, eux, sur l'or. Poursuivant sa soigneuse énumération, de Deüs les décrit ainsi : *«Les orpailleurs, qui vont, qui viennent, c'est la moitié de notre population. Mais 30 % ont du travail et 20 % au moins n'en ont pas. Et ce n'est pas comme en France : ils ne touchent aucune indemnité.»* En vieux politique, il détaille les actions entreprises par la municipalité pour tenter de résorber ce chômage et former ces gens. *«Il faut qu'il deviennent charpentiers, maçons, conducteurs de poids lourds, électriciens et qu'ils trouvent un bon niveau de vie pour éviter qu'ils aillent travailler ailleurs - en France par exemple.»* Une Commission mixte transfrontalière franco-brésilienne, comme il s'en réunit régulièrement à Macapá ou à Cayenne, a entériné cette belle idée qui ne mange pas de pain. Mais la multiplication des emplois qualifiés n'est pas pour demain dans ce pauvre Etat d'Amapá, aussi oublié de Brasilia que la Guyane intérieure de Paris. Et les emplois correctement payés, même au black, seront encore longtemps en Guyane française et non en Amapá brésilien. Le salaire minimum au Brésil est à 420 reais (210 euros), qui ne connaît ni RMI ni allocation chômage. Il est de 1 365 euros par mois en France et constitue l'espoir, le rêve, le recours de nombre d'arrivants à Oiapoque.

Outre qu'elle est la base arrière des orpailleurs, Oiapoque est donc aussi le port de départ de tous les clandestins qui viennent chercher de l'argent dans la Guyane du littoral. Cette activité fébrile, cette animation nocturne, cet Oiapoque vivace, hospitalier et douteux tient pourtant à peu de chose : en novembre, un pont de poutres, parmi les dizaines que la piste Oiapoque-Macapá franchit dans son interminable parcours entre forêt et savane, a été détruit. Probablement incendié par des riverains excédés.

Dès le lendemain, pénurie de fuel : les quatre groupes électrogènes d'Oiapoque se sont arrêtés, la ville faroeste s'est trouvée privée d'électricité durant quatre jours. En manque de télé, Baía a vite acheté un petit groupe électrogène qu'il a alimenté avec l'essence de sa moto

Voyages libé